

## **Conversion bio, le gouvernement doit clarifier son soutien.**

Paris, le 08/03/2019.

Hier, lors du grand débat sur la transition écologique à Gréoux-les-Bains, le Président Emmanuel Macron a détaillé le soutien de l'Etat à la conversion biologique en affirmant une réduction de cinq années à trois années. Cette position suit de quelques jours une interview du ministre de l'agriculture avec l'AFP sur la même ligne. Or, la conversion biologique est aujourd'hui soutenue par l'Etat pendant cinq années. La FNAB s'inquiète d'un nouveau désengagement de l'Etat sur le soutien à la bio.

### ***Un projet de réduction dans les cartons depuis 2017***

Le 13 décembre 2017, la FNAB annonçait avoir eu accès à des documents du ministère de l'agriculture recommandant une réduction de l'aide conversion biologique à trois années au lieu de cinq. Cette réduction serait venue s'ajouter à la suppression des cinq années d'aides au maintien, annoncée par Stéphane Travert mi 2017. « *A l'époque le ministre Stéphane Travert avait nié avoir l'intention de « supprimer les aides conversion » mais n'avait jamais répondu sur la réduction de la durée de soutien, pourtant la consigne n'a jamais été passée sur les territoires* » explique Guillaume Riou, président de la FNAB.

En 2018 le gouvernement pouvait transférer des fonds du pilier 1 de la PAC vers le pilier 2 jusqu'à trois milliards d'euros. Seulement 650 millions d'euros ont été transférés, dont 47 pour l'agriculture biologique, alors qu'il manquait 470 millions d'euros pour honorer les engagements jusqu'en 2020.

### ***Il est urgent que le gouvernement clarifie sa position***

« *Depuis deux ans nous répétons que les enveloppes ne sont pas suffisantes pour boucler la programmation européenne et payer les aides bio, le gouvernement se contente de nous ignorer alors que leur stratégie semble être de réduire les aides pour tenir dans les enveloppes* » continue Sylvie Corpart, productrice de plantes aromatiques et membre du bureau FNAB.

L'agriculture biologique est le seul label public contrôlé, plébiscité par les consommateurs, qui impose aux producteurs et productrices un tel niveau d'exigence environnementale avec l'interdiction de la chimie de synthèse et des OGM, la prise en compte du bien être animal et des cycles naturels.

« *Le marché ne remplacera jamais l'Etat dans son rôle de protection, garant de la qualité de l'eau, de l'air, de la santé des consommateurs et des riverains, de la biodiversité* » explique Guillaume Riou. « *On ne peut pas en même temps dénoncer le déficit commercial sur l'agriculture biologique et couper les ailes au développement de la filière. Au mieux tout cela est incohérent, au pire c'est irresponsable* » conclue le président de la FNAB.

**La FNAB demande une clarification de la position gouvernementale sur la durée de soutien la conversion bio.**

#### Contact presse :

Guillaume RIOU, président de la FNAB – 06 30 09 56 56

Sylvie Corpart – membre du bureau FNAB - 06 76 30 68 94